



Budget fédéral: nécessaire programme de stabilisation

Les délibérations sur le programme de stabilisation 2017-2019 vont se poursuivre au Conseil national. Ce programme est indispensable pour équilibrer le budget. Même s'il est mis en œuvre intégralement, les dépenses risquent d'être trop élevées, de bien plus d'un milliard de francs. Abandonner certaines mesures ne ferait que repousser des corrections nécessaires à plus tard.

Au cours de la session d'automne, le Conseil des États a apporté des modifications importantes au programme de stabilisation, lequel porte sur un volume de 1 milliard de francs. Il a ainsi fortement réduit les coupes prévues dans les domaines de la formation et de la recherche, de l'agriculture et de la prévoyance sociale. Les économies planifiées d'ici à 2019 diminueraient de près de 300 millions de francs. *economiesuisse* avait demandé de réduire l'effort dans la formation et la recherche et proposé notamment, en guise de compensation, de corriger à la baisse la croissance, toujours forte, de l'aide au développement. Le Conseil des États a renoncé à ces compensations. Résultat, le programme de stabilisation ne respecte pas les exigences.

Le Conseil national, qui va maintenant examiner le projet, doit réfléchir au cap qu'il entend suivre. Une baisse de l'effort est possible en 2017 – la Chambre basse traite le budget en parallèle. Cependant, les années suivantes jusqu'en 2020 seront si déficitaires que toute mesure biffée – ou toute dépense supplémentaire – accroîtrait les corrections nécessaires à l'avenir.

Et l'avenir est à notre porte: dès cet automne le Conseil fédéral entend présenter un deuxième programme de stabilisation. Au vu des dépenses supplémentaires prévues, cela est incontournable pour retrouver l'indispensable équilibre budgétaire et respecter le frein à l'endettement.

Lisez le courrier qu'économiesuisse a envoyé au Conseil national sur le programme de stabilisation : [Programme de stabilisation 2017-2019: préoccupations des milieux économiques](#)

Finances et fiscalité compétitives



Des finances publiques saines renforcent la confiance dans la place économique. Globalement, la Suisse a bien fait les choses dans ce domaine. Cela vaut aussi pour sa politique fiscale, qui mise sur un système axé sur la concurrence.